

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 16 No 4 Juin 2014



34^{ème} Sommet SADC La transformation économique prend la vedette

par Kizito Sikuka

LE 34^{ème} Sommet Ordinaire des Chefs d'États et de Gouvernement de la SADC, prévu au Zimbabwe en août, sera un événement important pour le développement socio-économique en Afrique australe.

Le thème du Sommet pour le 17-18 août aux Chutes Victoria est "Stratégie SADC pour la Transformation Économique: Exploitation des Diverses Ressources de la Région pour un Développement Économique et Social Durable. L'Afrique Australe est dotée de vaste ressources naturelles qui incluent des minerais tels le diamant, l'or et le platine.

L'exploitation minière est une industrie d'importance stratégique en Afrique australe. Approximativement la moitié du vanadium, platine et diamant du monde proviennent de la région, avec environ 36 pourcent de l'or et 20 pourcent du cobalt.

En fait, deux des trois pays plus gros producteurs de platine au monde se situent dans la région SADC. L'Afrique du sud fournit actuellement les deux-tiers de la production de platine, suivie de la Russie et du Zimbabwe.

Cependant, la région continue de figurer parmi les plus pauvres au monde malgré l'abondance de ressources naturelles puisque la majorité des pays n'ont pas de politiques de

valorisation, avec le gros de la valeur ajoutée ayant lieu ailleurs au profit d'autres.

Il est donc impératif pour l'Afrique australe de trouver une stratégie viable qui garantisse que l'extraction des ressources naturelles bénéficie à la population de la région.

En tant que futur président de la SADC, le Zimbabwe a pris l'engagement de mener le programme de l'intégration régionale en Afrique australe grâce à la promotion de l'industrialisation et de la valeur ajoutée à la production.

L'industrialisation et la valeur ajoutée sont des éléments essentiels du Programme du Zimbabwe pour la Transformation Socio-économique Durable (ZimAsset) lancé en 2013. ZimAsset est un plan directeur gouvernemental qui vise à façonner la transformation et le développement du pays pour la période quinquennale jusqu'à décembre 2018.

Quatre groupements ont été identifiés pour mener cette transformation: Sécurité Alimentaire et Nutrition; Services Sociaux et Éradication de la Pauvreté; Infrastructure et Services Publiques; et Valeur Ajoutée et Valorisation.

Un autre événement marquant du Sommet SADC 2014 devrait être le lancement du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP) révisé.



POLITIQUE	3
INFRASTRUCTURE	4
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	5
AGRICULTURE	6-7
ÉNERGIE	8-9
SOMMAIRE COMMERCIAL	10
COMMERCE	11
ÉLECTIONS	12
PARITÉ DES SEXES	13
UNION AFRICAINE	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

34^{ème} Sommet SADC La transformation économique prend la vedette

Le RISDP est un plan stratégique de 15 ans approuvé par les États Membres de la SADC en 2003 en tant que plan directeur pour l'intégration régionale et le développement, actuellement sous révision dans le cadre des efforts pour réaligner le programme de développements de la région avec une nouvelle dynamique mondiale.

Un groupe de travail multipartite, regroupant également les représentants du Secrétariat de la SADC, les États Membres et les acteurs non-étatiques, fut instauré cette année pour mettre en oeuvre les recommandations d'une révision à mi-parcours entreprise entre 2012 et 2013.

L'équipe de travail s'est réunie à deux reprises afin de formuler de nouvelles priorités pour le programme d'intégration régionale pour le reste de la périodes du RISDP.

Comme convenu lors du Sommet précédent, le RISDP révisé sera soumis durant le Sommet SADC 2014 pour adoption.

La révision indépendante du RISDP recommande, entre autres, une révision de la majorité des protocoles SADC afin de les aligner aux nouveaux problèmes et questions émergentes affectant l'intégration régionale.

Les États Membres de la SADC ont signé 27 protocoles et un nombre de déclarations, chartes et protocoles d'accord sur une variété de questions allant du commerce, l'exploitation minière, les finances et l'investissement aux drogues illicites, l'industrie forestière et les cours d'eau communs.

La majorité des protocoles ont été ratifiés et mis en vigueur. Cependant, la révision à mi-parcours note qu'il n'existe pas de plan d'action qui permette une approche systématique pour la mise en application des protocoles aux niveaux régional et national.

Une lacune observée dans la majorité des protocoles existants est que les obligations convenues

ne sont ni juridiquement contractuelles ni obligatoires.

Une autre recommandation essentielle par la révision indépendante est que la SADC devrait élargir la participation et être menée par la population. La révision appelle pour la création d'une plateforme pour l'engagement politique par le Secrétariat de la SADC avec le secteur privé et les autres acteurs non-étatiques.

L'engagement existant entre le Secrétariat et les acteurs non-étatiques est sur une base programme-par-programme et activité-par-activité sans aucune collaboration stratégique précise et objectifs spécifiques à accomplir. La participation de tous les intervenants dans le programme d'intégration régionale est prévue dans le Traité SADC.

Le Sommet SADC 2014 est également supposé réviser la mise en application du Plan Directeur pour l'Infrastructure SADC lancé en 2012 à Maputo, Mozambique, et émettre une déclaration sur ce programme d'infrastructure.

Le Plan Directeur est destiné à guider l'exécution des projets d'infrastructure transfrontaliers entre 2013 et 2027. Il est exécuté en trois périodes quinquennales – court terme (2012-2017), moyen terme (2017-2022) et long terme (2022-2027).

Au moins 106 projets d'infrastructure transfrontalière couvrant les secteurs prioritaires de l'énergie, le transport, le tourisme, l'hydrologie, la technologie de la communication de l'information, et la météorologie ont été identifiés pour exécution par la SADC d'ici 2017.

Le nouveau Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax fera sa première présentation au Sommet durant lequel elle articulera le programme d'action et les priorités depuis qu'elle a succédé au mozambicain Dr



Tomaz Augusto Salomão en août 2013.

Dans l'une de ses premières interviews en tant que Secrétaire Général, Dr Tax a expliqué que sa mission principale est de faire avancer le programme d'intégration.

"Mon objectif est de continuer à renforcer l'intégration et la coopération qui existe dans la SADC depuis sa formation," indiqua-t-elle.

Le Sommet est supposé recevoir un rapport sur le programme d'intégration économique régionale du Groupe de Travail Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale.

Le rapport est supposé souligner le statut d'une structure pour projet d'Union des Douanes de la SADC et les progrès vers l'établissement de la Zone Tripartite de Libre Échange impliquant le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la SADC.

L'équipe de travail ministériel le a rapporté au cours de ces deux dernières années, que quelques progrès ont été accomplis dans le développement des paramètres, les repères, le modèle d'union des douanes pour la région, et la ponctualité des activités menant au lancement de l'Union des Douanes.

Les leaders de la SADC sont supposés débattre sur une position régionale commune avant la 20^{ème} Conférence des Parties (COP20) du Cadre de la Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique, prévue en décembre au Pérou.

Le président de l'Organe SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité, Président namibien Hifikepunye Pohamba, présentera un rapport

sur la situation politique dans la région.

La réadmission de Madagascar au sein de la SADC marquera la première fois depuis plusieurs années que la totalité des 15 États Membres de la SADC se réuniront pour paver la voie vers une intégration plus profonde en Afrique australe.

Madagascar a été suspendue de la SADC en 2009 après que le leader de l'opposition de l'époque Andry Rajoelina ait saisi le pouvoir des rennes du Président Marc Ravalomanana dans une démonstration publique soutenue par l'armée, semblable à la méthode utilisée par ce dernier lorsqu'il s'est emparé du pouvoir quelques années plus tôt des rennes de son prédécesseur, Didier Ratsiraka.

La médiation SADC a éventuellement porté fruit à la fin de 2013 lorsque Madagascar a tenu des élections présidentielles réussies, remportées par l'ancien ministre des finances Hery Rajaonarimampianina.

La suspension fut levée par la SADC en février suite à la restauration de l'ordre constitutionnel sur l'Île de l'Océan Indien.

Pour la première fois en 25 ans, le Zimbabwe accueillera la réunion régionale annuelle. Le pays a organisé le Sommet SADC en 1989 lorsque l'organisation s'appelait Conférence pour la Coopération du Développement en Afrique Australe.

Lors du Sommet, Président Robert Mugabe assumera la présidence de la SADC par rotation succédant au récemment élu Président Malawien Peter Mutharika, qui a gagné les élections présidentielles tenues le 20 mai.

Le Sommet sera précédé par les sessions des officiels supérieurs et le Conseil des Ministres. r

Adoption des directives pour le consommateur de radiodiffusion numérique

LES ÉTATS Membres de la SADC ont adopté des directives visant à amortir l'impact de la migration planifiée de la radiodiffusion analogue à numérique sur les consommateurs.

Les Directives SADC sur la Protection du Consommateur et la Conscientisation sur la Migration de Radiodiffusion Digitale furent adoptées par le 7^{ième} Forum SADC sur la Migration de Diffusion Numérique tenu à Kasane, Botswana en juin.

“Le Forum a adopté les Directives de la SADC sur la Protection et la Conscientisation sur la Migration vers la Radiodiffusion Numérique, et les États Membres sont encouragés à immédiatement appliquer les Directives,” annonce le forum.

Les directives permettront aux gouvernements de protéger les consommateurs des effets de la transition de radiodiffusion analogue à numérique et de définir les mesures à prendre par les États Membres afin de mobiliser l'attention sur la migration.

Les mesures pour la protection des consommateurs comprennent les subventions pour l'achat des récepteurs digitaux.

La SADC guide les autres Communautés Économiques Régionales Africaines (RECs) en termes de progrès vers... le délai fixé pour la migration de la radiodiffusion analogue à numérique.

Deux États Membres de la SADC – l'Île Maurice et la République Unie de Tanzanie – furent les premiers pays africains à migrer vers la Télévision Numérique Terrestre (DTT).

L'Île Maurice fut la première nation africaine à complètement numériser la radiodiffusion pour toutes les régions et les îles en 2007.

Le pays a initié son processus de migration en 2005 avec “un pré-lancement” de ses premiers

services numériques offrant six chaînes de libre accès.

Deux chaînes numériques furent lancées en 2008 afin d'accélérer les achats de consommateur de téléviseurs numériques intégrés et de Décodeurs Hybrides (STBs). L'abandon total de l'analogue fut complété en décembre 2013.

La Tanzanie a terminé la migration à la fin de l'année 2012 et a immédiatement commencé un programme échelonné de coupure de la diffusion analogue en décembre par le biais d'un exercice qui à ce jour a vu six de ses régions désormais accéder aux services TNT. Il s'agit de Dar es Salaam, Tanga, Dodoma, Kilimanjaro, Mwanza et Arusha.

Les facteurs déterminants de succès pour les programmes de migration à l'Île Maurice et en Tanzanie comprenaient des environnements régulateurs et l'introduction d'aides pour permettre aux consommateurs d'acquiescer les récepteurs TNT.

Le succès de l'exercice tanzanien de migration numérique est également attribué à sa campagne efficace de sensibilisation menée parallèlement à l'exécution du programme

Cependant, les difficultés rencontrées par la majorité des États Membres de la SADC incluent le manque de financement pour développer le programme de migration, et la standardisation des récepteurs disponibles sur le marché et leur solvabilité.

Afin de poursuivre une migration TNT dans de bonne condition, les États Membres de la SADC ont résolu de réfléchir sur les modèles de financement qui fournissent un processus efficace pour disséminer l'information sur le processus de migration TNT.

Par exemple, afin d'éviter ce problème, le gouvernement tanzanien a exonéré les taxes sur les décodeurs et les Décodeurs Hybrides.

Entre autres mesures introduites par la SADC, on compte l'introduction d'un Bureau de Gestion de Projet TNT au Secrétariat SADC destiné à coordonner le programme régional TNT.

Le bureau TNT est un bureau spécial au Secrétariat qui joue le rôle de magasin inclusif pour coordonner, superviser, évaluer et rendre compte sur l'exécution du Plan SADC pour la Migration de la Radiodiffusion Numérique dans le but de garantir que tous les États Membres atteignent la date butoire de la migration.

La région SADC a également approuvé un Plan Stratégique SADC de Dividende Numérique Harmonisé qui décrit, entre autres, les spécifications pour les décodeurs à un prix

abordable, les décodeurs d'accès libre et un cadre d'octroi de licence numérique pour la région.

Le délai global fixé par l'Union Internationale des Télécommunications (ITU) est le 17 juin 2015.

La radiodiffusion numérique implique l'usage de signaux numériques plutôt que de types d'onde analogue pour transmettre les chaînes de diffusion télévisée sur des bandes de fréquence radio dédiées.

Grâce à l'usage de la compression de données, les connexions numériques ont généralement une utilisation des bandes plus efficace que les analogues, ce qui rend possible davantage de services et de chaînes, et améliore la qualité de l'image par rapport aux possibilités précédente. r

La SADC instaure une commission pour la gestion de risque

LE SECRÉTARIAT de la SADC est en cours de prendre des mesures pour renforcer l'exécution de sa Politique de Gestion de Risque afin de garantir une gestion proactive des opportunités potentielles et des effets adverses de l'intégration régionale.

Alors que globalement la gestion des risques devient plus prééminente en raison de la multiplication des turbulences et des incertitudes dans l'environnement externe, le Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a instauré une Commission d'Audit et de Gestion de Risque (ARMC) afin de renforcer l'institutionnalisation de la gestion de risque au Secrétariat.

La commission jouera un rôle important de supervision dans la mise en place de la gestion de risque au niveau du Secrétariat SADC.

Dans le cadre de ses activités, la Commission a engagé un expert international de gestion du risque dans le but d'offrir au mois d'avril une orientation de deux jours destinée à l'Équipe de Gestion du Secrétariat et aux cadres supérieurs.

Le cours fournit une plateforme pour provoquer la sensibilisation et l'appréciation des principes de gestion de risque parmi la gestion du Secrétariat.

La Politique SADC de Gestion de Risque fut approuvée par le Conseil des Ministres tenu en mars 2012 à Luanda, Angola. r



La SADC approuve la déclaration sur l'infrastructure

par Kizito Sikuka

LES MINISTRES de la SADC ont adopté une déclaration qui vise à renforcer la coopération dans le développement de projets d'infrastructure régionale et à encourager la participation du secteur privé dans la construction de barrages, routes et autres installations.

Lors de leur session du 20 juin à Harare, Zimbabwe, les ministres responsables de l'Infrastructure ont adopté le projet de Déclaration SADC sur le Développement de l'Infrastructure Régionale.

La déclaration a pour but de libérer des opportunités de financement pour les divers projets d'infrastructure et inspirer les États Membres à développer et continuer à travailler ensemble sur les projets régionaux transfrontaliers.

“Nous avons convenu de faire de notre mieux pour promouvoir une coopération mutuellement profitable entre les États Membres dans le développement rapide de projets bancaables qui favorisent des routes commerciales adéquates et efficaces pour le commerce régional et international,” peut

on lire dans une partie de la déclaration.

La déclaration exhorte les pays de la SADC à mettre en vigueur les accords et les protocoles régionaux afin de faciliter le développement de l'infrastructure, et créer les conditions nécessaires pour attirer les investissements et promouvoir l'industrialisation.

D'autres points clés contenus dans la déclaration incluent le besoin de collaborer avec des partenaires coopérants internationaux, des institutions financières multilatérales telles que la Banque Africaine de Développement, le secteur privé et d'autres intervenants pour garantir les fonds pour le programme d'infrastructure de la SADC.

Une attention particulière sera mise sur les besoins de transport des pays enclavés de la SADC qui en raison de “leurs circonstances géopolitiques ont des besoins spéciaux pour les services de transport et de transit et supportent des coûts élevés pour la capacité et l'accès aux marchés externes.”

Les ministres se sont également engagés à

l'opérationnalisation du Fond de Développement Régional de la SADC qui a été approuvé en novembre 2013.

Le fond est essentiel pour le soutien aux projets d'infrastructure de la région. Cependant, en raison des divers problèmes, dont le changement de mode de financement, le fond n'est pas encore opérationnel.

“Nous encourageons les intervenants, y compris les institutions financières régionales et le secteur privé, à fournir toute l'assistance nécessaire pour l'application de cette déclaration et du RIDMP,” stipule une partie de la déclaration.

“Nous réviserons régulièrement les progrès dans l'application de cette déclaration durant les sessions du Sommet.” La déclaration fut présentée aux Ministres de la Justice/Procureurs Généraux de la région pour consultation avant qu'elle ne soit soumise au Conseil des Ministres de la SADC pour approbation finale en août.

Une fois entérinée par le Conseil, la déclaration sera présentée pour approbation par les dirigeants régionaux pendant le 34^{ème} Sommet Ordinaire des

Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC prévu au Zimbabwe en août.

Les dates provisoires du sommet dont le thème est “Stratégie SADC pour la Transformation Économique: Optimiser sur les Diverses Ressources de la Région pour un Développement Économique et Social Durable,” sont le 17-18 août aux Chutes Victoria.

Lors de son discours pendant la cérémonie officielle d'ouverture de la session des Ministres pour l'Infrastructure de la SADC, le Vice-Président du Zimbabwe, Joyce Mujuru, a déclaré qu'une infrastructure médiocre compromet le commerce intra-régional.

“Il nous faut affronter cet obstacle, en travaillant étroitement avec nos experts techniques financiers chargés de conseiller sur la mobilisation de financement durable à long terme, sans oublier l'utilisation de nos propres ressources naturelles,” précisa Mujuru.

Le Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, en convint, ajoutant que “la région doit intensifier ses efforts pour déployer l'infrastructure régionale de manière à faciliter la valeur ajoutée.”

“La provision de réseaux d'infrastructure intégrés, efficaces, et rentables pour aborder les contraintes d'approvisionnement de la région et la réduction du coût de transactions commerciales est primordiale,” expliqua t-elle.

Le développement d'infrastructure régionale est essentiel au développement socio-économique tandis qu'une économie florissante dépend d'une infrastructure de base fiable aux niveaux national et régional.

Le Plan Directeur SADC pour le Développement de l'Infrastructure Régionale lancé en 2012 identifie un total de 418 projets d'infrastructure pour exécution d'ici 2027. r

Le Zimbabwe assume le contrôle du Pont du Limpopo

LE ZIMBABWE assume le contrôle du Nouveau Pont du Limpopo qui connecte le pays à l'Afrique du sud voisine, à l'un des points d'entrée le plus actif de l'Afrique sub-saharienne.

Cela fait suite à un accord de 20 ans « Built Operate and Transfer (BOT) » – *Construire Opérer et Transférer* avec le Nouveau Limpopo Bridge Limited (NLB), une compagnie qui a construit le pont en 1994.

Un BOT est un accord dans le cadre duquel une compagnie entreprend un projet d'infrastructure et à laquelle il est permis de le gérer de manière à recouvrir les coûts et de réaliser quelques profits avant de transférer l'installation au gouvernement.



Pont du Limpopo

La cérémonie de passation a eu lieu en juin au poste-frontière de Beitbridge en présence du Ministre Zimbabwéen du Transport et du Développement de l'Infrastructure, Obert Mpfu, et son homologue sud-africain, Dipuo Peters.

Mpfu déclara que les officiels des deux pays ont pour mandat de rédiger un protocole d'entente

d'ici fin septembre afin de couvrir les opérations du pont.

Peters a ajouté que les partenariats privés/publiques sont une option viable pour le financement de l'infrastructure que les pays devraient activement considérer dans le but de libérer les fonds pour d'autres besoins plus urgents. *Herald r*

La sécurité alimentaire demeure stable dans la SADC

LA SAISON agricole 2013/2014 s'est terminée dans la majorité des pays de l'Afrique australe, et la situation générale de la sécurité alimentaire demeure stable puisque plusieurs pays prévoient des récoltes abondantes.

Une évaluation jointe par le Réseau des Systèmes d'Alerte Rapide aux Risques de Famine (FEWS), l'Organisation de l'ONU pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Programme Alimentaire Mondial (WFP), et le Bureau de Coordination des Nations Unies pour les Affaires Humanitaires, indique que la moyenne prévue de récolte de céréale à supérieure à la moyenne est suffisante pour satisfaire aux besoins de la région pour les six prochains mois et au delà.

"Malgré un début de saison erratique et tardif, la perspective régionale reflète que la saison de consommation 2014/15 en termes d'approvisionnement en céréales est beaucoup mieux que l'an dernier avec des récoltes abondantes enregistrées en Zambie, Afrique du sud et une amélioration au Zimbabwe comparé à la saison passée," selon l'évaluation.

Le Malawi et le Mozambique espèrent une bonne production malgré l'arrivée tardive des pluies et une sécheresse localisée de mi-saison.

L'Angola et la Namibie ont été négativement affectés par des conditions météorologiques adverses durant la saison.

La disponibilité régionale de céréale sera probablement supérieure à l'année dernière et proche de la moyenne des cinq dernières années et sera suffisante pour satisfaire aux conditions régionales pour les six prochains mois et au delà – couvrant leurs besoins d'importation en tant que pays structurellement en déficit céréaliers et laissant un surplus qui pourrait être exporté en dehors de la région.

D'importants surplus exportables de maïs sont attendus de la Zambie (approximativement 1,1 million de tonnes métriques),

et de l'Afrique du sud (environ 1,8 million de tonnes métriques).

En Tanzanie, Mozambique, Malawi et Zimbabwe, il est prévu que la disponibilité de céréale satisfasse aux besoins de consommations nationales, bien que les foyers pauvres dans les zones localisées au Malawi seront probablement confrontés à un accès restreint.

Le Zimbabwe a "enregistré une des meilleures productions de maïs depuis près de 20 ans." La zone dédiée à la culture de céréale au Zimbabwe a augmenté de 16 pourcent durant la saison agricole 2013/14 comparé à l'année précédente.

Le rapport d'estimations d'une deuxième campagne culturale pour le Malawi évalue la production de maïs à 3,93 millions de TM, qui est une augmentation sur la production de 2012/13.

La production est supposée être supérieure à l'année dernière à Madagascar grâce à un meilleur contrôle contre l'invasion de criquets. Le début de la moisson commencera en juin.

La perspective de la sécurité alimentaire est généralement meilleure au Mozambique cette année comparé à la saison 2012/13, avec une baisse visible du prix des denrées alimentaires exceptées pour les zones affectées par les inondations et le cyclone Héléne.

Dans les régions affectées par des pluies diluviennes et des inondations se trouvaient les bassins de l'Incomati, de Maputo et du Limpopo au sud du pays, ainsi que la zone côtière Cabo Delgado et Nampula au nord.

Dans le cas de la Namibie, la production nationale de céréale est provisoirement prévue à 122 390 tonnes, reflétant une augmentation de 50 percent au cours des récoltes de la saison passée mais tout de même deux pourcent en dessous de la moyenne.

Une grande partie de cette amélioration provient des régions commerciales ou une grosse partie de la production est sous irrigation. r



Le Botswana révisé sa politique agricole

LE BOTSWANA a révisé sa Politique Nationale sur le Développement Agricole afin de l'aligner aux dynamiques globales de changement, y compris de s'assurer qu'elle réponde aux problèmes émergents tels que le changement climatique.

Le Secrétaire Permanent au Ministère de l'Agriculture, Micus Chimbombi expliqua que la politique fut initialement lancée en 1991 et que la nécessité pour sa révision est survenue du fait que plusieurs développements sectoriels ainsi que des conventions internationales et des engagements sur l'agriculture ont eu lieu.

Il ajouta que la politique révisée et son nouveau plan d'exécution seront désormais

révisés après chaque décennie "pour les ramener au niveau des tendances nationales, régionales et internationales en constante mutation."

La révision portera sur la performance de la politique en termes de ses objectifs et de la pertinence des instruments ainsi que sur les changements importants qui sont nécessaires en raison de nouveaux développements nationaux, régionaux et internationaux.

La politique vise, entre autres, à améliorer la sécurité alimentaire, à diversifier la base de production du secteur agricole, à augmenter la production et la productivité agricole, à multiplier les opportunités d'emploi, à préserver les ressources limitées de terres agraires, et à fournir un

environnement sécurisé et productif.

Parmi certaines des questions qui nécessitent la révision de la politique se trouve l'adoption de la Vision Botswana 2016 en tant que stratégie d'ensemble pour le développement social et économique.

Une des aspirations de Vision 2016 est d'éradiquer la pauvreté absolue d'ici l'année 2016.

De plus en 2013, le Botswana a adopté une Stratégie Nationale pour la Réduction de la Pauvreté (NSPR) afin de permettre une approche coordonnée à la réduction de la pauvreté.

Etant donné la forte incidence de la pauvreté en zone rurale, l'agriculture a un rôle à jouer dans la contribution à l'accomplissement des objectifs de réduction de la pauvreté. r



La Chine contribue à la révolution verte a

par Kizito Sikuka

L'AGRICULTURE a été identifiée comme domaine prioritaire de développement dans le cadre du partenariat stratégique Sino-africain.

Durant une visite en Afrique en mai, le Premier Ministre chinois - Li Keqiang a réaffirmé l'engagement de son pays à aider l'Afrique à augmenter sa productivité agricole et améliorer la sécurité alimentaire.

Il a annoncé qu'au cours des cinq prochaines années, la Chine prévoit de former 2 000 techniciens agricoles et des gestionnaires en Afrique.

Dans le cadre du Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FOCAC) lancée en 2000, les deux parties ont convenu de travailler ensemble pour relancer la production agricole en Afrique et garantir la sécurité alimentaire pour ses citoyens.

La Chine a promis en 2012 d'accroître de 15 à 20, le nombre de centres de démonstration de technologie agricole.

Alors que l'Afrique célèbre 2014 comme Année de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire, une visite au Centre de Démonstration Agricole de Gwebi près de Harare au Zimbabwe fut organisée pour découvrir comment la Chine contribue à la révolution verte en Afrique.

Le Centre de Démonstration Agricole de Gwebi est l'un des 20 centres agricole à être construit en Afrique par la Chine. Un total de 15 centres sont déjà opérationnels, desquels sept se trouvent dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC). Il s'agit de la République

Démocratique du Congo, Madagascar, Malawi, Mozambique, la République Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Les autres centres de démonstration sont situés au Bénin, Cameroun, Éthiopie, Libéria, Togo, Soudan, Ouganda et Rwanda.

Le projet Centre de Démonstration Agricole de Gwebi commencé en 2009 lorsque les gouvernements du Zimbabwe et de la Chine signèrent un accord pour construire l'installation.

La construction a commencé en mars 2010 et fut complétée en 2012. Dans le cadre de l'accord, le centre de 100 hectares sera géré par la Chine entre 2012 and 2015, après quoi le centre sera remis au Zimbabwe.

Les experts chinois au Centre de Démonstration Agricole de Gwebi ont confirmé que l'installation a renforcé la capacité des agriculteurs locaux à gérer leurs cultures et équipement agricole.

"Depuis que nous avons commencé à fonctionner en 2012, nous avons formé plus de 3 000 étudiants et agriculteurs," explique un des experts, Richard Wang.

Il révéla que le centre a loué de l'équipement agricole tel que des tracteurs et des moissonneuses batteuses aux agriculteurs Zimbabwéens dans le cadre d'un programme visant à améliorer la mécanisation agricole dans le pays.

Chaque année, au moins quatre cours de formation sont menés au centre chacun visant 20 agriculteurs.

Le centre organise également des cours sur le terrain dans les zones rurales pour ceux qui ne peuvent pas se permettre de participer à la formation à Harare.

"Nous nous concentrons surtout sur les agriculteurs qui nous contactent, et notre souhait est également de former autant de petits exploitants agricoles que possible, en particulier ceux basés dans les zones rurales," confirme Wang.

Le centre de démonstration travaille également avec le Collège Agricole de Gwebi pour former ses étudiants, et offrir un soutien technique dans certains de ses projets d'agriculture commerciale.

Il a ajouté que le Zimbabwe et le reste de l'Afrique ont le potentiel de devenir des acteurs mondiaux en agriculture si les politiques adéquates sont mises en place.

"L'Afrique pourrait avoir assez de nourriture si les actions sont correctement exécutées parce que les conditions pour l'agriculture sont là et sont très propices," dit-il.

Il a confirmé que le continent possède de vastes terres fertiles et jouit de bonnes conditions climatiques et d'une main d'œuvre abondante.

"Ce que vous appelez petites exploitations agricoles ici en Afrique en termes d'espace sont actuellement des fermes commerciales en Chine," intervient Frank Yu, un autre expert chinois du centre.

Yu remarque que la Chine est prête à assister l'Afrique à réaliser son plein potentiel en exploitant son potentiel agricole.

Il rejeta la notion que la participation de la Chine dans l'agriculture africaine soit une autre ruée pour des terres arables sur le continent motivée par la nécessité

SADC: "Soutenons nos agriculteurs"

LA SADC a exhorté les intervenants à intensifier leurs efforts vers la création d'un environnement favorable pour que les exploitants augmentent la production.

Les agriculteurs sont au centre du programme de transformation agricole de l'Afrique puisque ce sont eux qui produisent la nourriture pour les citoyens de la région.

Cependant, des politiques agricoles adéquates telles que l'accès aux intrants dont les semences et l'engrais, ainsi que les facilités de crédit pourraient aider à améliorer le rendement.

Des services d'extension appropriés et suffisants ont également la capacité de permettre aux agriculteurs d'expérimenter de nouvelle culture ou des entreprises d'élevage et donc de décider sur la possibilité d'étendre aucune de ses entreprises au communaut, aux niveaux national et régional.

Prenant la parole à la 11^{ème} Assemblée Générale du Centre pour la Coordination de la Recherche et du Développement Agricole de l'Afrique Australe (CCARDESA), le Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax a conseillé à la région de soutenir ses agriculteurs car la majorité d'entre eux continue à être confronté à des obstacles dans leur travail quotidien.

"L'une des principale faiblesse dans la stimulation de la croissance induite par l'agriculture dans la SADC a été l'absence d'une base solide pour la technologie de production et les modèles de partenariat public-privé pour la commercialisation de technologies," explique t-elle.

Dr Tax ajouta que le changement climatique est également devenu un problème important menaçant la sécurité alimentaire dans la région, d'où la nécessité de développer les technologies appropriées pour adaptation et résilience.

"Ceci exige une considération prudente de l'allocation des ressources et des recherches appliquées pouvant donner des résultats à usage immédiat pour les agriculteurs en améliorant la résilience de leurs technologies de production et dles systèmes agricoles au changement climatique," dit-elle.

"A cet égard, je souhaite exhorter la CCARDESA et ses intervenants à accorder une attention particulière aux besoins des agriculteurs dans le développement de programmes."

Ces programmes incluent l'amélioration du réseau de transport et des installations d'entreposage afin que les produits agricoles puissent être transférés d'un lieu à un autre.

Les entrepôts permettent aux agriculteurs de préserver leur récolte pour usage pendant les mauvaises saisons. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), les pertes de cultures postérieurement récoltées sont estimées à près de 40 pourcent dans la région.

L'agriculture est l'épine dorsale de la plupart des économies en Afrique australe, le secteur



L'accès au semences et aux engrais améliore le rendement

devrait donc être identifié comme domaine prioritaire de développement.

Par exemple, selon le Secrétariat de la SADC, plus de 62 pourcent des 277 millions d'habitants de la région SADC dépendent de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance.

De plus, le secteur contribue une moyenne de 17 pourcent du PIB, et est par conséquent un secteur très important pour tous les Etats Membres de la SADC en termes création d'emploi et génération de revenu.

Dr Tax a également exhorté la région à augmenter la production alimentaire pour rester en phase avec la population en expansion.

Elle ajouta que bien que la production alimentaire puisse être accrue en augmentant les zones de terres arables, « cela n'est pas une option viable dans la région SADC, l'option la plus désirable et durable à notre disposition est d'augmenter la productivité afin que davantage de nourriture soit produite par unité de superficie de terre."

Elle déclara qu'il est nécessaire pour la région d'engager et coopter les jeunes dans le développement agricole.

"Alors que nous célébrons l'année de l'Union Africaine de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire, nous devons lancer un programme pour la jeunesse à l'échelle de la SADC afin de créer des opportunités dans les chaînes de valeur agricole et le développement de l'entreprenariat agricole."

Lors de leur 33^{ème} sommet tenu à Addis Ababa, Ethiopie, les dirigeants africains ont adopté 2014 comme année de l'agriculture afin d'encourager le continent à réfléchir et réengager ses efforts pour stimuler la production.

Par exemple, dans le cadre du Programme Compréhensif pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (CAADP), les gouvernements africains se sont engagés à allouer chaque année, au moins 10 pourcent de leurs budgets nationaux au secteur agricole.

Finalemment cette vision ambitieuse et vaste pour la réforme agraire en Afrique aspire à un taux de croissance annuelle moyen de six pourcent en agriculture.

La 11^{ème} Assemblée Générale du CCARDESA a eu lieu du 6 au 8 mai à Gaborone, Botswana. Le CCARDESA est une organisation sous-régionale établie en juillet 2011 pour coordonner l'implémentation de la recherche et du développement agricole dans la région SADC. r

fricaine

de nourrir sa propre population en Asie.

La Chine, dit-il, est présente en Afrique pour aider le continent à développer son secteur agricole et garantir la sécurité alimentaire globale.

Il confirma qu'en 2015 le gouvernement chinois cédera le contrôle complet du Centre de Démonstrations Agricole de Gwebi au Zimbabwe.

Ceci est une procédure générale dans chacun des pays africains qui possèdent des centres de démonstration agricole.

"Lorsque nous remettrons le centre, nous resterons néanmoins disponibles pour offrir tout soutien technique nécessaire," ajouta Yu. Il indiqua que des transferts similaires dans d'autres pays tels que le Mozambique ont été menés à bien car les gouvernements d'accueil "sont toujours enthousiastes à faire que ces projets soit un succès."

L'investissement par la Chine dans l'agriculture africaine est donc crucial afin de garantir la révolution verte sur le continent. *sardc.net* r



SADC – Source énergétique de l’Afrique

LA RÉGION SADC est en voie de devenir une source continentale importante d’énergie si les plans en cours visant à relancer la capacité de génération sont exécutés.

La région abrite le plus grand projet d’hydroélectricité au monde, le Grand Inga, qui est la pièce maîtresse d’une grande vision pour développer un système énergétique à l’échelle continentale.

Situé dans la partie ouest de la République Démocratique du Congo (RDC), environ 50 km en amont de l’embouchure du fleuve Congo et 225 km au sud-est de la capitale Kinshasa, le Grand Inga, une fois terminé, est supposé générer 40 000 MW.

Sur la base d’une étude de faisabilité menée entre 2011 et 2013, le Grand Inga sera construit en six phases de développement, avec pour première phase le projet du Barrage Inga III et d’hydroélectricité.

Une fois terminé, Inga III produira 4 800 MW d’électricité.

Le barrage projeté est le quatrième et plus grand d’une série de barrages qui ont été construits ou proposés pour l’extrémité inférieure du fleuve Congo.

Le site du barrage est le plus grand au monde de par le volume, les Chutes d’Inga – une série de chutes et de rapides qui tombent du dénivelé au moyen de petits rapides.

Les chutes sont incorporées dans les installations

hydroélectriques actuelles d’Inga I et Inga II, avec le volume du fleuve détourné de quelques 30 pourcent de la décharge moyenne.

L’électricité générée sera le double de la capacité du plus grand barrage au monde, le Barrage des Trois Gorges en Chine.

La RDC et l’Afrique du sud ont signé un Protocole d’Accord en novembre 2011 pour le développement du Grand Inga suivi d’un Traité de coopération en mai 2013 pour ensembles développer le Barrage d’Inga III.

L’Afrique du Sud achètera 2 500 MW de la totalité des 4 300 MW générés, en faisant l’acheteur principal pour l’électricité d’Inga III.

La RDC a commencé le processus de sélection d’un promoteur, avec quelques consortium posant actuellement leur candidature pour sélection en qualité de promoteur pour le Grand Inga.

Il s’agit de Sino Hydro et la Corporation des Trois Gorges de la Chine, Actividades de Construcion y Servicios (Activités de Construction et Services), et Eurofinsa, tout deux en Espagne, et Daewoo-Posco de la Corée du Sud.

Le début de construction est projeté pour 2016 suite à la conclusion des études d’évaluation sociale et environnementale.

Le mégaprojet du Grand Inga est une priorité pour certaines organisations de développement en Afrique, y compris la SADC et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l’Afrique de l’Union Africaine (NEPAD).

Le coût du barrage du Grand Inga a été estimé à plus de US\$80 milliards, y compris le coût des lignes de transmission nécessaires pour acheminer l’électricité à travers l’Afrique et potentiellement vers l’Europe.

Un autre pays de la SADC, l’Angola, a également annoncé des projets pour quadrupler sa capacité de production d’électricité de l’actuel 2 250 MW pour environ 9 000 MW d’ici 2025.



Le Ministre de l’Énergie et des Eaux, João Baptista Borges a déclaré que la majorité de l’énergie proviendra de la centrale hydroélectrique du Moyen Kwanza, de la station Lauca et de la Centrale Hydroélectrique de Cambambe.

“Notre objectif ultime est d’atteindre 9 000 MW d’ici 2025,” a-t-il dit, ajoutant que “Cela signifie de multiplier par quatre la capacité actuelle, notre grande ressource est la production d’hydroélectricité.”

Au moins US\$23 milliards ont déjà été investis par l’Angola dans le secteur de l’énergie afin de réhabiliter et développer certaines de centrales d’énergie existantes.

“La réhabilitation de la centrale d’énergie et l’expansion des réseaux de distribution de ces barrages constituent nos priorités

AVEC DES plans de construction dans le but d’ajouter plus de capacité, la SADC détient la clef des efforts du continent africain. Cette région est également à l’avant-garde des énergies renouvelables et non-polluantes.

car nous voulons faire partie des meilleurs producteurs d’énergie en Afrique, ainsi que de produire et distribuer l’électricité à la population angolaise,” déclara le Secrétaire d’Etat aux Ressources Hydrauliques, Luís Filipe da Silva.

Les activités qui tombent dans le cadre de l’investissement incluent la construction d’une centrale hydroélectrique au Barrage de Lauca qui ajoutera 2 060 MW dans le système national tandis que sera construite une autre Centrale à Cycle Combiné d’une capacité de production de 750 MW. r

Lancement d’un Centre d’Energie Renouvelable

LE PROJET du Centre SADC pour l’Énergie Renouvelable et l’Efficacité Énergétique (SACREEE) devrait être inauguré d’ici septembre 2014 dans le cadre du plan d’action convenu par la SADC et les partenaires au développement.

Selon le plan d’action révisé, une phase préparatoire est prévue de janvier à juillet 2014.

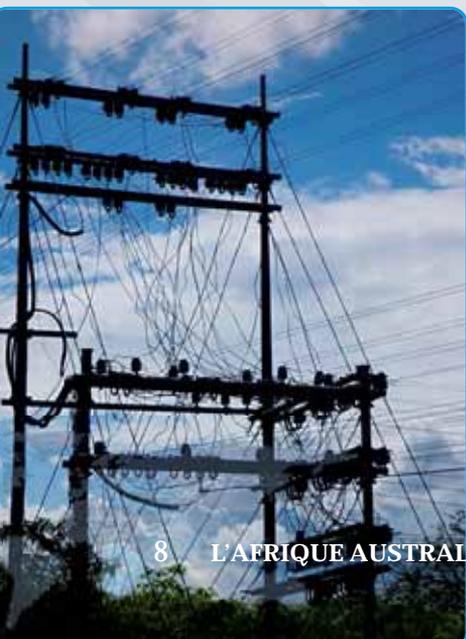
Elle sera suivie de la première phase opérationnelle prévue pour une durée de trois ans, qui inclut le lancement officiel en septembre de cette année.

SADC travaille étroitement avec l’Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (UNIDO) et l’Agence Autrichienne pour le Développement (ADA) afin d’accélérer l’exécution dans les délais révisés.

Le centre proposé devrait, entre autres, mener la promotion du développement de l’énergie renouvelable dans la région.

Il devrait contribuer substantiellement au développement de marchés régionaux florissants d’énergie renouvelable et d’efficacité énergétique grâce au partage de connaissance et de conseils techniques dans les domaines de politique et réglementation, coopération en technologie, développement de capacité, ainsi que la promotion de l’investissement.

Il a été convenu que le centre soit une institution SADC indépendante gérée et soutenue par les états membres de la SADC pour des objectifs de durabilités.





ÉNERGIE AUSTRALE

lancement de nouveaux projets de production à court terme de 21 500 megawatts (MW) d'ici 2017, l'Afrique Australe continent pour parvenir à l'auto-suffisance énergétique. L'avant scène du développement de sources d'énergies renouvelables.



Cambambe barrage sur le fleuve Kwanza

Renouvelable en septembre

Un tel développement devrait accorder au centre plus d'autorité pour mener les efforts visant à accroître l'utilisation des sources d'énergie renouvelable dans la région.

Divers partenaires coopérants tels que l'UNIDO et l'ADA ont promis d'apporter un soutien financier au centre pendant les trois premières années, après quoi le centre devrait être autonome.

Le site du centre reste encore à finaliser bien qu'un nombre de pays SADC aient exprimé leur intérêt à l'accueillir.

L'instauration du SACREE a pour but l'utilisation progressive accrue de sources d'énergie propre qui pourraient aboutir à la réduction des émissions de carbone en accord avec les tendances globales vers des sources d'énergie propre et alternative.

Selon la Banque Africaine de Développement (BAD), la région a le potentiel de devenir "l'Eldorado" de l'énergie renouvelable en raison de l'abondance des ressources solaires et éoliennes qui sont désormais très recherchées par les investisseurs internationaux dans leur quête pour une énergie propre.

Par exemple, le potentiel général d'hydroélectricité dans les pays de la SADC est estimé à environ 1 080 terawatt heures par an (TWh/year) mais la capacité actuellement utilisée est juste inférieure à 31 TWh/an.

Un terawatt est l'équivalent d'un million de megawatts. r

Communication sur l'Énergie en Afrique Australe Comprendre les dimensions régionales de la génération d'énergie

L'ÉNERGIE EST non seulement une question nationale en Afrique australe, elle incorpore des dimensions régionales importantes.

Les implications transfrontalières de la génération d'énergie et le commerce de l'énergie ne sont pas bien compris, il en est de même pour le rôle de gestion du Pool d'Énergie pour l'Afrique Australe (SAPP).

Le SAPP est le centre de coordination de la majorité des services publics nationaux d'électricité dans la région, et est situé à Harare, Zimbabwe.

Un projet pour renforcer la compréhension des dimensions régionales de l'approvisionnement en énergie en Afrique australe sera exécuté en partenariat avec le SAPP et la SADC par l'Institut Régional pour le Développement Économique du Centre de Recherche et de Documentation de l'Afrique Australe (SARDC), avec le soutien de l'Agence Autrichienne de Développement.

L'objectif est de renforcer la base de connaissance et le flot transfrontalier d'information sur le développement du secteur de l'énergie dans la région SADC composée de 15 États Membres. Cela inclut le développement de l'hydroélectricité et d'autres sources régionales d'énergie.

Les activités clés incluent le soutien à la connaissance pour le Groupe Thématique de la SADC sur l'Énergie, la production de sources régionale de connaissance tel que *(L'Afrique Australe Aujourd'hui) Southern Africa Today (SADC Today)* et *Actualités de l'Afrique Australe (Southern African News Features)*, ainsi que de nouvelles publications, le *Suivi sur l'Énergie dans la SADC (SADC Energy Monitor)* et *l'Annuaire SADC sur l'Investissement dans l'Énergie (SADC Energy Investment Year Book)*.

Le Suivi sur l'Énergie dans la SADC enregistrera les développements dans le secteur de l'énergie et l'exécution des engagements des États Membres.

L'Annuaire SADC sur l'Investissement dans l'Énergie mettra l'accent sur les investissements dans l'approvisionnement énergétique par les secteurs privé et publique de la région SADC.

La production d'électricité est un domaine dans lequel la coopération régionale a beaucoup progressé.

Le Protocole d'Énergie de la SADC qui est entré en vigueur en avril 1998 décrit les principes généraux et les objectifs à cet égard.

La politique régional-énergétique est centrée sur l'interconnectivité entre l'énergie, la croissance économique et le développement.

La région SADC est richement dotée en ressources énergétiques avec des réserves importantes de charbon, pétrole et gaz naturel qui peuvent être exploitées pour la consommation locale ainsi que pour l'export.

L'électricité dans la région est générée principalement à partir de ressources thermiques et hydroélectriques, bien que le gaz naturel soit en voie de devenir une source d'énergie clé, surtout au Mozambique, Namibie, Afrique du Sud et République Unie de Tanzanie.

L'Autriche est l'agence phare pour le Groupe Thématique SADC sur l'Énergie des Partenaires Coopérants Internationaux, et le projet aidera le travail du groupe par le biais de soutien pour la recherche et l'information.

SARDC est un centre de ressource de connaissance indépendant régional et un partenaire SADC de longue date dans la recherche et l'information, une collaboration enracinée dans une compréhension partagée sur l'importance de l'accès à l'information et à la communication pour l'accomplissement de l'intégration régionale et du développement, et l'importance de "la recherche qui informe le développement". r

L'Angola projette de construire un nouvel aéroport à Luanda



LA CONSTRUCTION du nouvel Aéroport International de Luanda commencera cette année et le coût est anticipé à US\$3,8 milliards, selon un contrat signé par le Ministère du Transport et le China International Fund Limited.

Le nouvel aéroport possèdera un terminal d'une

superficie de 160 000 mètres carrés, avec une capacité annuelle prévue pour gérer 13 millions de passagers, de même qu'un aérogare de 6,2 millions de mètres carrés pour une gestion annuelle de 35 000 tonnes de cargo.

Le nouvel aéroport international aura deux pistes

doubles capables de recevoir le plus gros appareil commercial au monde. La piste nord fera 4 200 mètres de long et la piste sud 3 800 mètres de long.

C'est le deuxième investissement public le plus important dans l'infrastructure en Angola après le barrage

hydroélectrique de Capanda dans la province de Malanje. *Macauhub* r

Zimbabwe et Mozambique prévoit d'affermir le commerce



ZIMBABWE PRÉVOIT d'envoyer une mission commerciale et d'investissement de haut calibre au Mozambique en août afin de relancer ses marchés d'exportation, avec des contacts dans les provinces de Tete, Nampula et Niassa.

"La mission est supposée tirer partie des retombées de novembre 2012, lorsque des compagnies participantes ont obtenu des commandes et établi des contacts à Tete," stipule une déclaration de ZimTrade, organisation pour la promotion commerciale. r

Les Seychelles, Madagascar signent un nouvel accord de service aérien



LES SEYCHELLES et Madagascar ont signé un nouvel accord bilatéral de services aériens, apportant ainsi une structure pour gouverner l'accès aérien entre les deux états insulaires et annonçant une ère nouvelle de connectivité renforcée pour soutenir le

développement du commerce et des liens culturels plus étroits.

L'accord fut signé fin avril par le directeur général des Autorités de l'Aviation Civile des Seychelles, Gilbert Faure, et le directeur général des Autorités de l'Aviation Civile de Madagascar, James Andrianalisoa.

"Le nouvel accord de services aériens entre Les Seychelles et Madagascar est conforme à notre programme d'intégration régionale afin d'améliorer la connectivité dans la région et promouvoir les deux centre-destinations également connus sous l'appellation - Initiative des Iles Vanille," expliqua Faure. *Gouvernement des Seychelles* r

Lesotho, Afrique du Sud sur un accord hydrologique



LES PRÉPARATIONS pour la Phase Deux du Projet Hydrologique des Hautes Terres du Lesotho ont commencé et devraient être terminées d'ici 2023.

Le projet générera de l'énergie hydroélectrique pour le Lesotho tout en augmentant le volume d'eau transféré vers l'Afrique du Sud des actuels 10 milliards annuels de mètres cubes à approximativement 15 milliards.

Le Développement des Hautes Terres du Lesotho indique que le processus d'approvisionnement sera bientôt entrepris afin d'assurer que la construction commence l'année prochaine. Le travail sur les évaluations environnementales, les plans d'atténuation, relocalisation et compensation a commencé et devrait être terminé d'ici novembre de cette année.

La première phase du projet composée d'une série de barrages, de centrales hydro énergétiques et de tunnels entre l'Afrique du sud et le Lesotho montagneux et enclavé fut terminée en 2004. La deuxième phase impliquera la construction du Barrage de Polihali dans le district de Mokhotlong, situé dans la partie

nord est du Lesotho.

Un nouveau tunnel sera également construit à partir du Barrage de Polihali au Barrage de Katse, parallèlement à de nouvelles caractéristiques hydro énergétique et autre infrastructure avancée. r

L'île Maurice entérine l'accord-cadre sur l'agriculture



L'ÎLE MAURICE a approuvé l'accord-cadre de programmation nationale avec l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture pour 2014-2019 qui fournit entre autre la base pour soutenir le développement de l'industrie agricole et de la chaîne de valeur agricole, la promotion d'une agriculture durable pour la sécurité alimentaire, et des pêcheries durables. Elle fut signée avec la FAO par le Ministre de l'Industrie Agricole et de la Sécurité Alimentaire, Satya Veyash Faugoo.

La structure aborde le problème d'agriculture durable pour la sécurité alimentaire avec pour focus le renforcement de l'environnement institutionnel propice à la gestion de l'usage des terres, les systèmes d'alerte rapide

pour les maladies animales et végétales et les parasites, et les statistiques agricoles pour améliorer les prises de décision sur la base d'évidence.

Les priorités sont énoncées pour une collaboration dans le développement de l'industrie agricole avec un focus sur le renforcement de l'environnement habilitant ainsi que sur les stratégies, les structures juridiques et de gestion, et les capacités institutionnelles.

L'accord-cadre gère également les pêcheries durables avec pour focus l'amélioration de l'environnement habilitant, des politiques et de la structure juridique, et des capacités institutionnelles pour la promotion des pêcheries durables hors-lagune. *gis.gov.mu* r

Autorité Namibienne sur la Propriété Commerciale et Intellectuelle en ligne



Un projet de loi sur l'enregistrement d'entreprise et la protection de la propriété intellectuelle est examiné par le cabinet et sera probablement présenté au parlement en fin d'année.

Une option est pour que l'enregistrement électronique dans le but de réduire les blocages administratifs, un processus qui selon le président directeur général de BIPA, Tilelinge Andima, permettrait également une meilleure saisie des données sur les activités d'entreprise en Namibie.

"Dès que ces processus seront mis en place et qu'il nous sera permis d'accomplir beaucoup de tâches électroniquement, alors nous anticipons d'avoir un processus d'enregistrement qui prendra place dans le 24 à 48 heures," expliqua Andima.

Une innovation marquante de BIPA fut l'introduction d'un Système Web Intégré d'Enregistrement de Compagnie dans le dernier trimestre de 2013, qui permet à l'agence d'enregistrer des compagnies et de fermer des corporations ainsi que de procéder à la réservation et la recherche de nom en ligne. r

Chirundu: poste frontière à guichet unique Améliorer le commerce transfrontalier informel

LE COMMERCE informel transfrontalier est important pour les économies de la majorité des pays de l'Afrique australe et pourvoit des emplois à nombre de personnes, en particulier les femmes et les jeunes.

C'est devenu un commerce profitable à travers plusieurs frontières de la régions dans la mesure où certaines personnes ont quitté l'emploi formel pour se concentrer sur le commerce transfrontalier informel.

Cependant, malgré ses bénéfices, le commerce transfrontalier demeure une entreprise onéreuse pour la majorité des négociants puisqu'ils continuent de faire face à des obstacles, y compris la bureaucratie et les longs délais aux postes frontalières d'ou la perte de transaction pour les négociants et des coûts supplémentaires qui réduisent les profits.

Pour aborder ces difficultés et garantir de tirer profit du secteur, la région est engagée dans divers programmes afin d'harmoniser les lois douanières et d'immigration.

Un exemple pratique est le poste frontière de Chirundu entre la Zambie et le Zimbabwe, qui a simplifié le commerce transfrontalier suite à sa transformation en un passage frontière unique.

Inauguré en novembre 2009 en tant que projet pilote, le Poste Frontière Unique de Chirundu a beaucoup amélioré la fluidité de la circulation des produits et des personnes à travers la frontière. Les voyageurs et les négociants sont enregistrés une seule fois pour le passage dans un autre pays contrairement à la situation précédente lorsque les voyageurs devaient compléter les formalités d'immigration et de douanes des deux cotés.

Selon le Ministre Zambien du Commerce, le trafic à Chirundu a

plus que doublé entre 2009 et 2012 puisqu'il est désormais plus facile de voyager entre la Zambie et le Zimbabwe.

Le délai de dédouanement des camions de transport a été réduit d'environ 6 jours à moins de 24 heures. Le dédouanement des commerçants transfrontaliers et d'autres passagers prend désormais moins de cinq minutes par rapport au délai précédent d'une heure.

La réduction du délai de dédouanement est un facteur de coût essentiel puisque les négociants et les transporteurs répercutent les charges supplémentaires sur les clients.

Les corridors ferroviaires transfrontaliers sont essentiels au développement régional

LE DÉVELOPPEMENT de corridors ferroviaires transfrontaliers connectant les États Membres de la SADC est une manière plus efficace de débloquent le commerce régional et créer une coopération durable, fut-il récemment déclaré lors d'une conférence régionale.

"Le concept du corridor ferroviaire devrait être adopté comme modus operandi de la région SADC," a déclaré le directeur-général de South Africa Public Enterprises (Entreprises Publiques de l'Afrique du Sud), Tshediso John Matona à la Southern African Railways Association (SARA) - (Association Ferroviaire de l'Afrique Australe) lors d'une conférence tenue en Afrique australe.

Matona a indiqué qu'il existe un lien solide entre le chemin de fer et les secteurs de l'industrie extractive de produit de base, qui sont considérés comme les principaux moteurs de la croissance économique dans le sous-continent.

Avec la réussite du projet pilote de l'initiative de Chirundu, il est envisagé que la SADC reproduira désormais le concept à d'autres points d'entrée à travers la région afin de faciliter le mouvement des produits et des personnes, qui a été entravé par la bureaucratie aux points d'entrée et de sortie.

Les ports régionaux d'entrée nécessitant une harmonisation incluent le poste frontière de Beitbridge entre l'Afrique du sud et le Zimbabwe, et le poste frontière de Kasumbalesa entre la Zambie et la République Démocratique du Congo.

Beitbridge est considéré comme l'un des postes frontières les plus actifs en Afrique sub-Saharienne, avec des centaines de poids lourds commerciaux passant quotidiennement à travers les deux postes frontières dans les deux directions. r

La BAD renforce la capacité pour le développement d'infrastructure

LA BANQUE Africaine pour le Développement a lancé le Projet de Renforcement de Capacité afin de renforcer la capacité des pays africains pour planifier, préparer et coordonner l'exécution des programmes d'infrastructure régionale.

Le projet de trois ans d'un montant de US\$8,6 millions vise à renforcer l'intégration physique et économique, et la transformation socio-économique de l'Afrique avec un accent sur le Programme de l'Union Africaine pour le Développement de l'Infrastructure en Afrique (PIDA).

La BAD est l'agence d'exécution pour PIDA, qui définit les projets prioritaires d'infrastructure transfrontalière régionale destinés à interconnecter, intégrer et transformer l'Afrique au moyen d'infrastructure moderne pour un coût d'investissement de US \$68 milliards jusqu'en 2020.

Elle fournit le cadre stratégique pour les intervenants africains afin de développer l'infrastructure régionale et continentale pour davantage de réseaux intégrés pour stimuler le commerce, encourager la croissance, créer des emplois et soutenir l'intégration régionale. r



Les élections consolident les références de paix dans la SADC

LES ÉLECTIONS réussies en Afrique du Sud et au Malawi ont consolidé la position de la SADC en tant que région pacifique sur la base de bonne gouvernance.

L'Afrique du sud et le Malawi ont tenu des élections générales vivement contestées le 7 et 20 mai, respectivement, et les résultats des deux scrutins indiquent que la situation politique régionale est caractérisée par l'acceptation du choix de l'électorat.

Le Congrès National Africain (ANC) a gagné un autre mandat pour gouverner l'Afrique du Sud bien que les élections confirment le renforcement de groupes d'opposition très en vue.

Les résultats finaux annoncés par la Commission Électorale Indépendante (IEC) ont montré qu'avec la totalité des 22 000 circonscriptions électorales comptabilisées, l'ANC a remporté 62,1 pourcent du suffrage populaire – plusieurs points de pourcentage inférieurs à 65,9 obtenus aux dernières élections de 2009.

Le parti au pouvoir a rassemblé plus de 11,4 millions de votes des 18,7 millions de personnes qui ont voté durant les cinquièmes élections démocratiques depuis la fin de l'apartheid.

L'opposition principale - Democratic Alliance (DA), l'*Alliance Démocratique* était loin derrière en seconde position, avec environ 22,2 pourcent du suffrage populaire. C'est un progrès par rapport au 16,7

pourcent que la DA a obtenu en 2009.

Le parti Economic Freedom Fighters (EFF) (*Combattants pour la Liberté Économique*) mené par le leader de la Ligue de la Jeunesse, exclu de l'ANC, Julius Malema a gagné 6,4 pourcent des votes.

La comptabilisation de résultats de l'IEC montre que 13 des 29 partis politiques en lice pour les élections ont reçu assez de votes pour avoir des sièges à l'Assemblée Nationale.

L'ANC a remporté la majorité des sièges à l'Assemblée Nationale, acquérant 249 du total de 400 sièges, 15 sièges de moins que les 264 obtenus il y a cinq ans et beaucoup moins que les 297 sièges qu'il contrôlait après les élections de 2004.

La DA a obtenu 89 sièges, plus que les 67 de 2009. Cela signifie que le principal parti de l'opposition a presque doublé sa représentation à l'Assemblée Nationale des 47 qu'il contrôlait en 2004.

L'EFF a obtenu 25 sièges tandis que l'Inkatha Freedom Party en a gagné 10.

Dans le cadre de la Constitution Sud Africaine, le leader du parti ayant la majorité des sièges à l'Assemblée Nationale est élu président du pays.

Par conséquent, le leader de l'ANC, Jacob Zuma, a été réélu Président, et a dédié la victoire à la mémoire du regretté icône de l'anti-apartheid, Nelson Mandela, promettant de former

un gouvernement "qui servira la totalité des ressortissants de notre pays, quel que soit leur choix électoral."

Le récemment élu, Président malawien, Peter Mutharika a invité ses opposants à oublier leurs différences politiques et à activement participer au processus d'édification nationale après une campagne électorale traumatisante ternie par des allégations de manipulation des votes.

L'appel du président sortant pour de nouvelles élections fut déclaré illégal par la Haute Cour de Blantyre et Banda a plus tard concédé la défaite, exhortant le pays à soutenir Mutharika.

Dans un discours d'investiture largement reçu en début juin, Mutharika a déclaré que le Malawi a besoin d'une "participation collective au développement."

"C'est pourquoi, j'ai tendu une main de réconciliation à mes collègues, candidats à la présidence," a-t-il déclaré durant la cérémonie d'inauguration tenue au Stade de Kamuzu à Blantyre, à laquelle plusieurs autres dirigeants de l'Afrique Australe ont assisté.

Mutharika et son ancien parti d'opposition Democratic Progressive Party (DPP) (*Parti Progressif Démocratique*) a gagné les élections qui ont vu un nombre inégal de candidats indépendants élus à l'Assemblée.

Mutharika a remporté les élections présidentielles, avec près de deux millions de votes, soit 36,4 pourcent des scrutins.

Les résultats annoncés par la Commission Électorale du Malawi (MEC) ont révélé que Président Joyce Banda à l'époque, avec 20 pourcent des suffrages valides, fut reléguée à la troisième place par Lazarus Chakwera du Parti du Congrès du Malawi (MCP) qui a rassemblé 27,8 pourcent.

Le Malawi utilise le système uninominal dans lequel le candidat avec la plus large portion des votes est déclaré



Présidents Peter Mutharika du Malawi et Jacob Zuma de l'Afrique du Sud

vainqueur aux élections présidentielles.

Les élections présidentielles furent tenues conjointement aux scrutins pour choisir les parlementaires et les conseillers locaux.

Les résultats annoncés par la MEC ont montré que le DPP mené par Mutharika a gagné 50 sièges soit 26 pourcent de l'Assemblée de 193 membres.

Le MCP, premier parti au pouvoir de la période post-indépendance, a obtenu 48 sièges, suivi du Parti du Peuple mené par Banda qui n'a pu obtenir que 26 sièges durant les élections vivement contestés tenues le 20 mai.

Les résultats du scrutin parlementaire signifient que le Malawi aura un parlement sans majorité puisqu'aucun parti n'a de majorité absolue à l'Assemblée.

Les députés indépendants constituent 27 pourcent de l'Assemblée, ce qui signifie que tout parti souhaitant adopter la législation devront obtenir le soutien de ces législateurs.

Les Missions d'Observation Électorale de la SADC (SEOM), tout en notant quelques inquiétudes et lacunes au cours des deux élections, ont déclaré que celles-ci n'ont pas affecté l'intégrité et la crédibilité du processus électoral.

Les SEOM ont conclu que les deux élections furent paisibles, libres, transparentes et crédibles, et reflétaient la volonté des électeurs, encourageant que toutes doléances soient traitées par les instances appropriées selon les lois du pays. r



Échec de la parité des sexes au Malawi, scrutins en Afrique du sud

LES ÉLECTIONS tenues dans la région SADC durant le premier semestre de 2014 ont montré une tendance statique ou affaiblie dans la performance vers l'atteinte de la parité des sexes dans les positions politiques de prise de décision, malgré l'objectif SADC de 50:50 d'ici 2015.

165 femmes furent élues à l'Assemblée Nationale en Afrique du sud durant les élections du 7 mai ce qui représente 41,3 pourcent des 400 membres.

Cela constitue moins de 42,3 pourcent de représentation des femmes au parlement enregistré par le pays durant les dernières élections en 2009. Les dernières élections, il y a cinq ans ont produit 169 parlementaires femmes.

Il en va de même pour les élections générales du Malawi tenues le 20 mai. Seules 30 des 192 Membres du Parlement élus sont des femmes, traduit par 15,6 pourcent du total. Cela est très inférieur aux 26 pourcent de représentation féminine atteinte durant les dernières élections en 2009.

Mbete retourne en tant que Président de l'Assemblée Nationale en Afrique du sud

LE PRÉSIDENT National du Congrès National Africain, Baleka Mbete, fut élu Président de l'Assemblée Nationale durant la première session de l'Assemblée le 21 mai à Cape Town, remplaçant Max Sisulu qui fut assermenté en qualité de Membre ANC ordinaire au Parlement.

Mbete, qui occupa le poste auparavant de 2004 à 2008, a vaincu le candidat de l'Alliance Démocratique pour le poste, Nosimo Balindlela - ancien chef de l'ANC au Cap Oriental qui a démissionné pour rejoindre l'opposition officielle en 2012. Elle a gagné 260 votes de 88 pour Balindlela. 18

Aux élections du gouvernement local tenues parallèlement au scrutin parlementaire, seul 56 des 457 candidats gagnants étaient des femmes, comptant pour juste 12 pourcent de représentation.

Concernant la représentation des femmes au cabinet, On peut noter également un léger déclin dans le nombre de femmes nommées au cabinet sud-africain, annoncé par le Président Jacob Zuma en mai.

Un total de 15 femmes fut nommées au cabinet de 36 membres, constituant jusqu'à 41,7 pourcent de la nouvelle équipe exécutive. Les femmes représentaient 42 pourcent du cabinet après les élections de 2009.

Les femmes désignées au nouveau cabinet sont Tina Joemat-Petersson responsable au Ministère de l'Énergie, Nosiviwe Mapisa-Nqakula (Défense et Vétérans Militaires), Maite Nkoana-Mashabane (Relations Internationales et Coopération), et Nomvula Mokonyane (Eaux et Hygiène Publique).



Baleka Mbete

des 366 votes déposés étaient nuls.

La Présidence à l'Assemblée est position prestigieuse en Afrique du sud. La constitution stipule qu'en cas de non disponibilité du Président du pays, le Président de l'Assemblée Nationale doit assumer la présidence jusqu'à la nomination d'un autre Député au poste de chef d'état et de gouvernement. r

Dans le cas du Malawi, seules trois femmes ont été désignées soit 17,6 pourcent du cabinet de 17 membres annoncé par le Président Peter Mutharika en juin.

Il s'agit de Jean Kalirani (Ministre de la Santé), Grace Chiumia (Jeunesse, Développement des Sports et Culture) et Patricia Kaliati (Parité des sexes, Enfance, l'Handicap Physique et Bien-être Social).

La performance relativement médiocre en termes de parité des sexes a un impact négatif sur les efforts de la région pour atteindre l'objectif 50:50 de représentation en politique et prise de décision d'ici 2015.

Trois élections supplémentaires prévues cette année, au Botswana et au Mozambique en octobre et en Namibie en novembre, sont stratégiques alors que l'échéance de 2015 approche pour que la SADC atteigne l'objectif 50:50 de représentation d'hommes et de femmes en positions clés de prise de décision.

Selon le Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développements signé en 2008 et entré en vigueur en 2013 après ratification par les deux-tiers des signataires, l'Afrique australe devrait réaliser 50:50 de représentations d'hommes et de femmes en positions clés de prise de décision d'ici 2015.

Seuls six pays de la SADC sont très proches de l'objectif de parité au parlement, ayant dépassé le seuil des 30 pourcent précédemment fixé par les dirigeants régionaux pour la représentation des femmes.

Il s'agit Des Seychelles (43,8 pourcent), l'Afrique du Sud (41,3 pourcent), le Mozambique (39,2 pourcent), la République Unie de Tanzanie (36 pourcent), l'Angola (34,1 pourcent) et le Zimbabwe, qui a introduit un système de quota dans la nouvelle constitution adoptée

avant les élections en 2013 et a désormais 31,5 pourcent de représentation féminine à l'Assemblée Nationale et 47,5 pourcent au Sénat.

Les prochaines élections dans les pays de la SADC devraient se concentrer sur la consolidation des gains et améliorer les accomplissements. r



Femmes élues au Parlement du Malawi



Femmes élues au Parlement en Afrique du Sud

23^{ème} Sommet de l'Union Africaine

Vers une réponse au changement climatique

LES DIRIGEANTS Africains ont identifié cinq priorités clés pour aborder les impacts du changement climatique sur le continent.

Il s'agit des besoins financiers et technologiques de la climatic, l'adaptation, la mitigation, la participation, ainsi que de la coopération institutionnelle.

Les priorités furent identifiées par les dirigeants africains qui se sont réunis en marge du 23^{ème} Sommet de l'Union Africaine (UA) tenu fin juin à Malabo, Guinée Équatoriale.

L'Afrique est le moindre contributeur aux émissions de gaz de serre qui cause le changement climatique, et pourtant le plus affecté, par conséquent le continent perçoit la nécessité d'une action décisive pour mobiliser des fonds supplémentaires et les progrès technologiques pour soutenir la mitigation et l'adaptation.

S'adressant à l'assemblée, Président Jakaya Kikwete de la République Unie de Tanzanie a encouragé les états membres à travailler ensemble afin de résoudre les impacts du changement climatique.

"Le changement climatique est un problème réel mais également une opportunité car si nous devons décider judicieusement, nous bénéficierons des diverses stratégies disponibles afin de réduire les effets de changement climatique," expliqua Kikwete, qui préside la Commission des Chefs d'État et de Gouvernement sur le Changement Climatique (CAHOSCC).

Il a souligné la nécessité d'accorder la priorité au développement de compétence, à l'organisation de formation pour les jeunes et à l'urgence d'améliorer la préparation et gestion des catastrophes afin de minimiser les effets du changement climatique.

Il ajouta qu'il est essentiel de mobiliser plus de ressources puisque l'Afrique requiert en excès US\$15 milliards par an pour combattre le changement climatique.

D'autres efforts doivent être concentrés vers le développement de la recherche, et l'intégration de la problématique des sexes dans toutes les activités socio-économiques, y compris l'agriculture, puisque les femmes sont le plus affectées par le changement climatique.

A cet égard, les dirigeants ont résolu de développer un programme CAHOSCC des Femmes et de la Problématique des Sexes dans le Changement Climatique afin d'engager des femmes et des experts en problématique des sexes sur des actions relatives au changement climatique.

CAHOSCC fut établi par les dirigeants africains en 2009 pour mener la Position Commune Africaine sur le Changement Climatique et garantir que

l'Afrique s'exprime d'une seule voix dans les négociations globales sur le changement climatique.

La commission est également chargée de trouver les meilleures stratégies possibles pour traiter le problème du changement climatique et ses effets sur le continent africain. r



Les états membres sont exhortés à travailler ensemble pour aborder les impacts de la climatic

L'Afrique s'engage à éliminer les maladies

AMÉLIORER L'ACCÈS aux médicaments et aux services de santé est crucial pour éliminer les maladies telles que le paludisme en Afrique.

C'est l'une des principales recommandations du rapport AIDS Watch Africa (rapport de Surveillance Afrique sur le SIDA) adopté par les leaders africains lors du 23^{ème} Sommet de l'Union Africaine (AU) tenu en juin à Malabo, Guinée Équatoriale.

D'autres recommandations incluent d'accorder priorité aux interventions sur le VIH et SIDA, la tuberculose et le paludisme dans le programme de développement post-2015 afin de garantir qu'un financement continu international de la réponse ne soit pas menacé.

Le VIH et SIDA, la tuberculose et le paludisme restent des menaces importantes aux priorités de développement

et de santé de l'Afrique. Selon le rapport, en 2012, le SIDA affecte environ 1,2 millions de personnes sur le continent.

"Cependant, sur la base de progrès réalisés, l'élimination de l'épidémie du SIDA est possible durant la période Post-2015," stipule l'UA dans une déclaration.

"Pour y parvenir, l'Afrique a besoin d'accélérer le traitement antirétroviral en tant qu'action catalytique pour éliminer le SIDA."

Le rapport encourage les pays africains à profiter de l'expansion actuelle inégalée du développement infrastructurel en cours sur le continent afin de garantir que les évaluations sur l'impact environnemental contribuent à ouvrir l'accès aux services de VIH et SIDA, tuberculose, et paludisme.

Les états membres devraient de surcroit continuer à accorder priorité aux réponses au VIH et SIDA, Tuberculose et paludisme sur la base des droits dans les domaines d'accès à la justice et application de la loi, y compris la priorisation des populations marginalisées. r

L'Afrique va instaurer un fond monétaire

LES DIRIGEANTS Africains ont adopté le Protocole et le Statut pour l'établissement d'un fond monétaire africain.

Le fond vise à encourager la stabilité macroéconomique, une croissance économique commune durable et un développement équilibré de manière à faciliter l'intégration efficace et prévisible des économies africaines.

Le fond siègera à Yaoundé, Cameroun, et sera ouvert à tous les états membres qui signent et ratifient ou accèdent au Protocole.

Le 23^{ème} Sommet de l'Union Africaine (UA) tenu en Guinée Équatoriale en juin "a appelé les états membres à signer et ratifier ce Protocole aussi rapidement que possible, pour sa mise en vigueur rapide." r

Juin-Août 2014

<p>Juin 5, ONU</p>	<p>Journée Mondiale de l'Environnement 2014 La Journée Mondiale de l'Environnement 2014 a pour thème "Année Internationale des Petits Etats Insulaires en Voie de Développement" avec pour objectif de sensibiliser sur d'uniques problèmes et succès environnementaux, y compris le changement climatique, la gestion des déchets, la consommation non-viable, la dégradation des ressources naturelles, et les catastrophes naturelles extrêmes.</p>
<p>18-20, Zimbabwe</p>	<p>Ministres SADC de l'infrastructure Les ministres responsables de l'infrastructure se réuniront afin de discuter plusieurs problèmes dont les opportunités d'investissement et les solutions pour l'infrastructure régionale. La session approuvera également une Déclaration de la SADC sur le Développement de l'Infrastructure pour présentation au Sommet de la SADC en août.</p>
<p>20, Zambie</p>	<p>Ministres du Tourisme de la SADC Les ministres responsables du tourisme se réunissent annuellement avant le Sommet SADC afin de discuter des problèmes courants affectant le secteur dans la région.</p>
<p>18-20, Turquie</p>	<p>Africa Energy Forum 2014 Le Forum sur l'Énergie en Afrique rassemble des gouvernements, des services publics d'électricité et des intervenants influents dans le secteur de l'énergie de l'Afrique et du reste du monde pour se concentrer sur la prestation des projets d'infrastructure d'énergie en Afrique.</p>
<p>20-27, Guinée Equatoriale</p>	<p>23ième Sommet de l'Union Africaine Les Chefs Africains d'États et de Gouvernement se réunissent au Sommet sous le thème de "Agriculture et Sécurité Alimentaire". Ce secteur demeure une priorité et les leaders discuteront de moyens d'accomplir les objectifs fixés en début d'année.</p>
<p>À confirmer, Namibie</p>	<p>Commission Ministérielle de l'Organe Les ministres délibéreront sur les problèmes de paix et de sécurité dans la région SADC. La commission est composée de ministres responsables des affaires étrangères, défense, sécurité publique et sécurité de l'état des pays qui constituent l'Organe SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération dans la Sécurité.</p>
<p>23-24, Afrique du sud</p>	<p>Sommet sur les Énergies Renouvelables et l'Exploitation Minière Celui-ci rassemblera les décideurs des mines africaines afin de discuter des problèmes d'énergie et évaluer les options d'énergies renouvelables comme faisant partie des solutions vers des énergies abordables et fiables pour leurs opérations.</p>
<p>25, RDC</p>	<p>Ministres SADC: Dialogue sur l'Information Publique Les ministres responsables de l'information se réuniront pour discuter des meilleures pratiques et politiques qui contribueront positivement vers l'atteinte des objectifs régionaux. Le partage d'information est reconnu comme l'un des instruments clés pour le développement régional et le développement durable.</p>
<p>Juillet 2-4, Namibie</p>	<p>Sixième Forum Afrique sur le Carbone C'est une plateforme de partage d'information pour les investissements dans le carbone en Afrique, un lieu où discuter des derniers développements sur le marché du carbone, et l'application du Mécanisme de Développement Propre en Afrique.</p>
<p>Août 10-18, Zimbabwe</p>	<p>Sommet SADC des Chefs d'État et de Gouvernement Les leaders de la SADC se réuniront pour discuter de l'intégration régionale et du développement, précédé d'une session de hauts fonctionnaires et du Conseil des Ministres. Le thème est "Stratégie SADC pour la Transformation Économique: Exploitation des Diverses Ressources de la Région pour un Développement Économique et Social Durable grâce à la Valorisation et à la Valeur Ajoutée". Le Zimbabwe présidera la SADC pour l'année prochaine.</p>



L'AFRIQUE AUSTRALE

SADC AUJOURD'HUI Vol 16 No 4 Juin 2014

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu, Phyllis Johnson, Danaï Majaha, Shirley Pisirai, Anesu Ngadya

CONSEILLER À LA RÉDACTION

TRADUCTION
Marie-Laure EDOM

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Coopérants internationaux co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2014

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS AND ILLUSTRATIONS
P1 jewellerynewsnetwork.com, fotopedia.com, wordpress.com;
P2 herald.co.zw, wordpress.com; P4 herald.co.zw; P5 desk7.net, reliefweb.com, sundaymail.com, fao.org, chronicle.co.zw; P6 wordpress.com, farmingfirst.com;
P7 zimmail.com, wfp.org; P8 wordpress.com; P9 ipsnews.com; P11 wordpress.com;
P12 daec.co.za, enca.com, subrygovender.com, malawicongressparty.com, zimmail.com, mg.co.za; P13 un.org, usaid.gov, faceofmalawi.com, wordpress.com, iisd.ca, wrc.org, wordpress.com, citypress.co.za; P14 SADC, newsday.co.zw, vehiclepassion.com; P16 wordpress.com, wikimedia.com

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net
www.sardc.net
Connaissance pour le Développement




15 ans

L'Accord de Paix de Lusaka met fin à la guerre en RDC

15 ANNEES ont passé depuis la signature historique de l'Accord de Lusaka pour un Cessez-le-feu en République Démocratique du Congo.

Le Sommet de la Paix de Lusaka, le 10 juillet 1999, a culminé à l'accord signé par les dirigeants de six pays impliqués et le Président de la Zambie - Frederick Chiluba, avec la SADC, l'Organisation de l'Unité Africaine (aujourd'hui Union Africaine), et les Nations Unies.

Les pays militairement impliqués étaient le Rwanda et l'Ouganda admettant soutenir les rebelles qui ont envahi la RDC, et les États Membres de la SADC - Angola, Namibie et Zimbabwe, qui soutenaient le gouvernement.

L'accord de paix fut soutiré après près d'un mois d'intense négociations dans la capitale zambienne, impliquant tout d'abord, les Ministres des Affaires Étrangères et de la Défense de tous les pays de la SADC, et plus tard restreintes aux représentants des pays militairement impliqués dans le conflit, les hôtes et les rebelles.

Une dispute au sein du Rallie pour la Démocratie Congolaise (RCD) à savoir qui devrait représenter le mouvement a retardé la signature du RCD jusqu'au 1er septembre, et a provoqué un conflit ouvert entre l'Ouganda et le Rwanda sur le territoire de la RDC.

La Zambie et l'Afrique du Sud sont parvenues à un compromis au sein des rebelles dans le cadre duquel la totalité des 50 membres ont signé le document au nom du RCD.

Le rival - Mouvement pour la Libération du Congo (MLC) avait envoyé des représentants au sommet de la paix de Lusaka qui ont initialement refusé de signer, disant qu'ils le feraient uniquement après le RCD.

Pendant, avec l'engagement des leaders de la SADC, il fut permis au chef du MLC de signer l'accord à condition qu'il puisse retirer sa

signature dans le cas où les autres groupes de rebelles ne suivent l'exemple.

Parmi ses clauses, l'accord exigeait la cessation des hostilités dans les 24 heures suivant la signature et la libération des otages et des prisonniers de guerre dans les 30 jours.

Une Commission Militaire Jointe (MC) fut instaurée, composée des parties belligérantes pour superviser l'exécution du cessez-le-feu, le retrait des troupes étrangères et le désarmement des milices, mener des enquêtes sur les violations de cessez-le-feu, et entreprendre des opérations de maintien de la paix jusqu'au déploiement d'une force ONU plus importante de maintien de la paix. Présidée par l'OUA, la JMC comprenait deux représentants de chaque signataires, et fut assistée dans ses opérations par une mission d'observation jointe OUA/ONU.

L'accord engageait le gouvernement de la RDC et les mouvements rebelles à entrer dans "un dialogue national ouvert" de toutes les forces politiques du pays, menant à une nouvelle dispensation politique et réconciliation nationale.

Le 18 janvier 2001, 18 mois plus tard, Président Laurent Kabila fut assassiné, coïncidant avec l'assassinat 40 ans auparavant du premier Premier Ministre indigène du pays, Patrice Émery Lumumba, le 17 janvier 1961.

Joseph, le fils de Kabila, commandant militaire à l'époque, fut nommé Président et le dialogue continua, culminant à la signature en 2003 d'une paix globale qui a introduit un gouvernement transitionnel mené par Président Joseph Kabila.

Le gouvernement transitionnel avait jusqu'au 30 juin 2005 pour organiser des élections, un délai plus tard repoussé au 30 juin de l'année suivante, lorsque Kabila fut réélu. r



Le Malawi célèbre le Jubilé d'Or

LE 6 JUILLET, le Malawi célébrera 50 ans depuis que le pays a obtenu l'Indépendance de la Grande Bretagne en 1964. Hastings Kamuzu Banda fut instrumental dans la lutte pour l'Indépendance du Nyasaland de l'époque, commençant avec la formation en 1953 du Congrès Africain du Nyasaland (NAC). Les violentes protestations de mars 1959 contre les autorités coloniales britanniques ont mené à l'arrestation des leaders de l'opposition et au bannissement du NAC, plus tard rebaptisé Malawi Congress Party (Parti du Congrès du Malawi). Malgré sa détention dans la prison de Gwelo en Rhodésie du sud (aujourd'hui Zimbabwe), Banda fut choisi pour mener le nouveau parti et fut invité à participer aux négociations à Londres sur la reformation constitutionnelle de la Fédération. Il en découla la création d'une nouvelle Assemblée Législative et d'élections remportées par le MCP en août 1961. Le Nyasaland obtint l'autonomie gouvernementale en janvier 1963, avec Banda élu premier ministre le mois suivant; et l'Indépendance l'année suivante après la dissolution de la Fédération de la Rhodésie et du Nyasaland en décembre 1963. Diverses activités sont prévues pour célébrer le Jubilé d'Or, avec entre autres activités marquantes un match amical de football international à Blantyre entre l'équipe nationale et le Mozambique voisin.

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Juin-Août 2014

5 juin	Journée de la Libération	Les Seychelles
16 juin	Journée de la Jeunesse	Afrique du Sud
18 juin	Journée Nationale	Les Seychelles
23 juin	Corpus Christi	Les Seychelles
25 juin	Journée de l'Indépendance	Mozambique
26 juin	Journée de l'Indépendance	Madagascar
29 juin	Journée de l'Ascension	Lesotho
29 juin	Journée de l'Indépendance	Les Seychelles
30 juin	Journée de l'Indépendance	RDC
1 juillet	Journée Sir Seretse Khama Day	Botswana
6 juillet	Journée de l'Indépendance	Malawi
7 juillet	Jour férié	Malawi
7 juillet	Journée de l'Industrie SabaSaba	Tanzanie
7 juillet	Journée des Héros	Zambie
8 juillet	Journée de l'Unité	Zambie
17 juillet	Anniversaire du Roi	Lesotho
21 juillet	Journée de la Présidente	Botswana
22 juillet	Jour férié	Botswana
22 juillet	Anniversaire du Regretté Roi Sobhuza	Swaziland
27 juillet	Eid Ulfitr*	Malawi, Ile Maurice, Tanzanie
1 août	Journée des Parents	RDC
4 août	Journée des Agriculteurs	Zambie
8 août	Journée des Paysans NaneNane	Tanzanie
9 août	Journée Nationale des Femmes	Afrique du Sud
11 août	Journée des Héros	Zimbabwe
12 août	Journée des Forces de Défense	Zimbabwe
15 août	Journée de l'Assomption	Madagascar, Ile Maurice, Les Seychelles
17 août	Journée de la SADC **	Tous
26 août	Journée des Héros	Namibie
30 août	Ganesh Chaturthi	Ile Maurice

*La date exacte est tributaire de la position lunaire

** La journée de SADC n'est pas un Jour férié mais une commémoration de la signature du Traité SADC le 17 août 1992